

## LES COMITES LOCAUX DE SECURITE D'UVIRA, A L'EST DE LA RDC, SIGNENT DES ACCORDS DE PARTENARIAT AVEC VNG INTERNATIONAL DANS LE CADRE DU PROGRAMME ESPER

Après que le *go ait* été donné à Goma par les gouverneurs des Provinces de l'Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu, autorisant ainsi la mise en œuvre du Programme ESPER (Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la République Démocratique du Congo) dans leurs provinces respectives, il revenait à chaque gouvernement provincial de prendre ses engagements pour appuyer et accompagner la réalisation de ce programme. A travers une lettre d'entente, le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu et VNG International ont déterminé les principes et les grandes lignes de leur collaboration.

Pour intervenir dans la zone d'Uvira, la nouvelle zone pour ESPER et pour VNG International au Sud-Kivu, le gouvernement provincial a jugé bon d'établir les états de lieux des Comités Locaux de Sécurité (CLS) de ladite zone avant que les animateurs de ces structures ne signent à leur tour des protocoles d'entente avec VNG International. Les protocoles d'entente, dont il s'agit ici, furent signés entre VNG International et le Territoire d'Uvira d'une part, et VNG International et la Ville d'Uvira d'autre part, à l'issue de l'atelier de diagnostic institutionnel de leurs CLS, organisé par le gouvernement provincial les **18 et 20 février 2021**.

Le programme ESPER vise la promotion et l'amélioration de la gouvernance de la sécurité et de la justice au niveau local. Ce programme prône la participation et l'inclusion de toutes les couches de la société, comme la principale boucle de la chaîne stratégique sur laquelle viennent se connecter les autres stratégies, à savoir le dialogue social et démocratique, le financement basé sur la performance et le plaidoyer. Par sa vocation, ESPER met au cœur de ses stratégies le CLS, qui doit être appuyé par divers acteurs étatiques et non-étatiques aux niveaux local, provincial et national.



Signature du protocole d'entente entre le CLS ville d'Uvira et VNG International, le 18 février 2021

**« La sécurité est une affaire de tous et concerne tout le monde, nos vies en dépendent entièrement. L'histoire socio-politique de l'Est de la République Démocratique du Congo en général et celle du Territoire d'Uvira en particulier nous pousse à affirmer que l'autre nom du développement c'est la sécurité, son synonyme c'est la cohabitation pacifique »** déclarait le Ministre provincial de l'intérieur,

décentralisation, sécurité et affaires coutumières du Sud-Kivu, dans son mot d'ouverture des ateliers qui ont servi de cadre de signature de diagnostic institutionnel des CLS du Territoire et de la ville d'Uvira.

**Avant de signer les protocoles d'accord, les animateurs et prestataires des services de sécurité au niveau du Territoire et de la Ville d'Uvira ont remis leur système de travail et le fonctionnement de leurs CLS en cause.** Un exercice d'analyse des aspects organisationnels (comment les services exercent-ils leurs

missions au regard de leurs attributions et quelles relations lient les différents acteurs étatiques et non étatiques en matière de gestion de la sécurité), et de qualité des services rendus par ces CLS en matière de sécurité, a permis de relever les secteurs à améliorer pour garantir aux populations des services de qualité et accessibles par tous.

### **Uvira, le nouveau-né dans le programme de gouvernance sécuritaire à l'Est de la RDC**

Contrairement au Nord Kivu et à l'Ituri qui avaient connu CISPE (Consortium pour la stabilisation intégrée et la paix à l'Est de la RDC, phase 1 d'ESPER), le Sud-Kivu (Territoire d'Uvira et Ville d'Uvira) est considéré comme une nouvelle zone d'implémentation d'ESPER, programme faisant suite au CISPE.

Le programme CISPE a été mis en œuvre de 2015 à 2019, pour contribuer à la stabilisation de quatre territoires de l'Ituri et trois du Nord-Kivu. Financé par le Royaume des Pays-Bas, ce programme a produit des résultats et bonnes pratiques importants qui nécessitent d'être capitalisés et renforcés, en vue de répondre au contexte d'Uvira comme nouvelle zone et de contribuer significativement à sa stabilisation. Un des acquis de ce programme est l'opérationnalisation effective des Comités Locaux de Sécurité ainsi que la production et la mise en œuvre des Plans Locaux de Sécurité.

Uvira, une nouvelle zone avec ses CLS peints des couleurs locales. Il en ressort que les autorités luttent malgré elles, pour la recherche des pistes de solutions aux multiples problèmes d'insécurité qui écument leurs entités administratives et rendent l'épanouissement de leurs administrés presque impossible. La démarche de connaître la manière dont fonctionnent les CLS d'Uvira Territoire et Ville sans aucun appui du genre CISPE, ouvrait à la fois les voies vers la prise de conscience des responsabilités et devoirs des services de sécurité et vers la saisie des opportunités qu'offre le programme ESPER.

### **En février 2021, ESPER scelle le partenariat entre VNG International et les CLS Uvira Territoire et Ville**

Le programme ESPER prévoyait de signer un protocole d'entente avec les animateurs des Conseils Locaux de Sécurité pour la nouvelle zone comme Uvira, en prélude du diagnostic sécuritaire suivi de l'élaboration du Plan de Sécurité Local, outil primordial de tout CLS.



*La signature du protocole d'entente entre le CLS Territoire d'Uvira et VNG International, 20 février 2021*

**« Tout voyage débute par un pas et ceux qui veulent cheminer ensemble se fixent les règles de voyage »**, soutenait le Maire de la ville d'Uvira qui, après avoir exploité la copie du protocole d'entente entre son CLS et VNG International, a proposé les amendements pour son amélioration. Lui, comme les autres parties au protocole, avaient reçu les copies du protocole quelques jours avant pour de raisons de transparence et de respect d'indépendance d'esprit.

**« Je félicite et remercie en même temps VNG International pour cet acte. Oui, toute œuvre humaine peut avoir ses limites, tel serait le cas de ce protocole, je vois plus sa teneur et son importance, c'est une expérience unique en son genre que je viens de connaître aujourd'hui. Donnons la chance à ESPER pour espérer un lendemain meilleur »** s'exprimait avec joie et conviction l'Administrateur du Territoire d'Uvira qui

expliquait aux membres de son CLS, qu'il a toutes les raisons de signer le protocole d'entente avec VNG International et ne craint pas de les engager dans une aventure dont l'issue s'avère déjà prometteuse.

A travers ces protocoles, VNG International et ses deux partenaires s'entendent sur les principes d'approche collaborative inclusive de mise en œuvre d'ESPER, les objectifs d'ESPER, les bases du partenariat qui définissent les responsabilités de différentes parties, et les engagements des parties en lien avec les résultats attendus du partenariat.

### **Une rencontre aux couleurs de dialogue démocratique et de plaidoyer**

Le diagnostic institutionnel du Comité Local de Sécurité s'adressait aux membres effectifs de cette structure. Il était question de s'appuyer sur le concours des prestataires des services pour faciliter les échanges des connaissances entre les différents membres dudit Comité Local de Sécurité et de recueillir les informations clés auprès de certaines personnes membres de la société civile et des communautés. Le débat entre les acteurs de la société civile locale et les membres effectifs des CLS avait donné lieu à une analyse objective des compartiments de ces protocoles d'entente, en lien avec les défis majeurs de gestion de la sécurité dans la zone. Pour les acteurs non étatiques, ces protocoles donnent la possibilité de changer positivement le contexte sécuritaire d'Uvira. Ils ont recommandé un engagement sincère de la part des prestataires des services de sécurité membres des CLS. Ils ont en outre promis de s'impliquer dans l'exercice des CLS et de les accompagner dans les actions de plaidoyer pour les changements des politiques en matière de la gouvernance sécuritaire.

La solennité de signature des protocoles d'entente a eu la particularité de ressortir les contours politiques que renferme tout le processus d'amélioration de la gouvernance sécuritaire. Le Ministre provincial de l'intérieur, décentralisation, sécurité et affaires coutumières, au nom du tout le Gouvernement de la Province du Sud-Kivu, a signé les deux protocoles d'entente. Il pose ainsi l'acte d'engagement du Gouvernement provincial à appuyer et accompagner la mise en œuvre des actions définies dans les protocoles d'entente.